

Commission pour la Liberation de la Croissance Française

TROIS FICHES

Note de Pehr Gyllenhammar

Numéro 1:

C'est mon avis que nous devons limiter fortement le nombre de nos propos afin d'atteindre focus et clarté. Notre langue doit être simple pour être compris par les citoyens.

La France est devenue un pays trop compliqué et rigide. Il y a des points tellement forts sur lesquelles il faut se concentrer:

- Une culture raffinée, belle, riche et admirée.
- Une technologie brillante dans plusieurs secteurs.
- Une recherche d'une classe mondiale dans des domaines diverses.
- Un milieu favorable pour la majorité des sociétés étrangères.

Mais il y a aussi des points assez faibles:

- La France est devenue rigide et stéréotypé
- Le dynamisme est disparu

- Le pays a perdu son courage et son confiance – il est plus concentré sur des faiblesses et, comme résultat, plus protectionniste.

Exemples:

- Le secteur public est devenu trop grand.
- Les interventions des services publics dans le secteur privé - Sanofi – Aventis et Suez – Gaz de France.

Il faut rétablir la confiance et abstenir d'intervenir. On doit, en revanche, souligner la responsabilité de chacun et de chaque société.

Les syndicats, en particulier la CGT, appartiennent dans un autre siècle. Ils sont des éléphants mal formés et avec des droits non permise dans une société contemporaine. Ils forment une minorité, mais, quand même, ils ont le droit de prendre à la rue n'importe quand. Cela n'est pas la liberté, c'est l'indiscipline et ce n'est pas civilisé. La loi doit être changée pour interdire ces ruptures des services publics qui handicapent les entreprises qui sont dans une concurrence mondiale.

Numéro 2:

L'emploi est un produit de la dynamisme d'un pays. Il n'est pas un jeu arithmétique où on peut estimer les heures de travail dans un pays et diviser par les heures de chaque travailleur. Plus de travail va créer plus de productivité, plus de dynamisme et plus d'opportunités. Dans les pays autour de la France, on travail plus aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Exemples: les pays Nordiques et la Grande Bretagne où on a atteint un chômage plus bas que presque jamais. Une exception: l'Allemagne où on a toutes sortes de rigidités et des syndicats complètement bureaucratisés.

Les 35 heures est anormal et démontre que le travail est quelque chose de mauvais qu'il faut échapper. En place, il faut constater que le travail est quelque chose de bon et satisfaisant qui conduit a un pouvoir d'achat plus élevé comme une conséquence d'une compétitivité plus forte et un secteur privé mieux équipé et renforcé.

En éliminant les 35 heures, il faut le faire d'un façon radical et brusque. Mais il faut offrir d'autre chose dans sa place. Une formation continue pour tous les travailleurs. Une programme pour les syndicats et leur fonctionnaire d'apprendre les finances et la structure d'une société, privée au public mais particulièrement privée. Il faut apprendre l'importance de productivité et de concurrence et d'être profitable avec un bilan fort – le clé d'investissement.

On doit encourager le secteur privé de partager les résultats d'une croissance de la productivité et de la profitabilité avec tous les employés. Une partie de cette compensation peut être investi aux actions dans leur société pour leur encourager de comprendre la corrélation entre la productivité et le succès financier.

Pour dynamiser la France, il faut moins de réformes et plutôt d'actions d'enlever des obstacles. Je regarde les 35 heures pas comme une réforme mais comme une anomalie – un obstacle. Il faut l'enlever.

Il faut aussi étudier rapidement les interventions de l'Etat pour établir si'ils sont nécessaires ou si on peut éliminer une grande partie et déléguer la responsabilité ailleurs.

Les jeunes ont un chômage trop élevé. On doit offrir aux jeunes d'entrer au travail dans tous les secteurs pour une durée limitée afin de gagner d'expérience au monde du travail et d'un salaire réduit à 60-70% des salariés du marché.

Numéro 3:

Pour changer le marché du travail au fond, il faut un vrai effort par les grandes sociétés – et – à la terme longue.

On doit démontrer aux travailleurs qu'on est prêt à commencer un vrai dialogue sans soupçons et sans hypocrisie. De créer une confiance mutuelle et un milieu où on peut discuter la stratégie d'une société, avoir une dialogue des menaces pour la société, des menaces qui conduisent aux fermetures et encouragent les licenciements. Si la direction est ouverte et confiante, on peut aviser sur des réductions quelques 18 mois avant des vrais actions.

Ça permet d'avoir une coopération avec les employés, la municipalité, d'autre industries dans la region et les gérants des régions. On doit aussi créer une agence d'emploi et de formation pour faciliter une transformation de l'industrie regional et tout faire pour créer des opportunités pour les chômeurs potentiels, bien avant qu'ils serons sans travail.

Les employés doivent toujours être regardés comme des partenaires et jamais commes des adversaires.

Il n'y a pas des doutes que le marché du travail doit être plus flexible et plus souple et avec beaucoup plus de mobilité.

Pour convaincre les employés, il faut offrir un autre type de securité: une somme assez généreuse pour être licencié, un nouveau programme de reconciliation dans les domaines où on a besoin de recruter et accès au capital pour ceux qui aimerait fonder une petite entreprise.

Le Président de la République a pris, comme un exemple des services mal livrés, les taxis de Paris. C'est vrai que la capacité est insuffisante, que les chauffeurs sont mal formés et, souvent, démontre un manque de courtoisie. Le moyen d'améliorer la capacité sera de faire le métier plus rentable. On peut enlever des frais et on peut accepter des prix plus élevés. En revanche, on doit demander une formation beaucoup plus élevée – disons de deux ans- et créer une nouvelle fierté. Le système le plus fonctionnant en Europe se trouve à Londres. C'est un système beaucoup admiré et pour être qualifié il faut s'engager à une formation de trois ans. Les taxis professionnels représentent des PME. Ils doivent être regardés comme des entrepreneurs.

Pouvoir d'achat a rien à faire avec réglementation des prix. Au contraire, c'est un résultat d'une concurrence vive et dynamique dans une société libre et libérale et sans réglementations lourdes. Une société qui peut attirer les sociétés internationales en soulignant que "champions nationales" est un phénomène du passé et qui démontre que le climat n'est pas "une porte ouverte".

Presque tous les pays développés ont un problème avec des PME. Ils ne sont pas assez nombreux et les entrepreneurs se plaignent que les règlements sont trop lourds et les frais trop élevés. Pour les autorités, c'est un équilibre entre une protection pour la société – de tenir les entrepreneurs responsables – et un encouragement fort pour stimuler la croissance. Peut-être la France aimerait d'être le nouveau pionnier pour attirer des entrepreneurs et créer un dynamisme exceptionnelle en Europe. Il faut, dans ce cas, prendre un risque de laxisme et de tolérance. Mais, cela peut être le prix pour avoir une croissance élevée dans ce secteur d'une importance dramatique.

J'aimerais voir une France libérée de son pessimisme et de ses obstacles.

- La France avec une fierté sans arrogance.
- La France plus compétitive sans revanchisme.

- La France qui gagne sans conquérir.